

Unité interdépartementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 Manosque

Marseille, le 19/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KEM ONE

Saint-Auban
04600 Château-Arnoux-Saint-Auban

Références : SPR/PM/N° 769-2024
Code AIOT : 0006410873

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement KEM ONE implanté Usine de Saint-Auban 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à l'accident du 25 janvier 2024. Une première inspection a été menée le jour de l'accident afin de contrôler la gestion de l'exploitant "à chaud" de la situation accidentelle. Cette seconde inspection traite de manière plus globale l'organisation de l'exploitant pour la maîtrise des procédés ainsi que les conséquences de l'accident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KEM ONE
- Usine de Saint-Auban 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban
- Code AIOT : 0006410873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'activité principale de l'établissement Kem One à Saint-Auban est la production de poudre de polychlorure de vinyle (PVC) par le procédé MSP (Microsuspension). Cette poudre de PVC est utilisée dans la fabrication du PVC émulsion, produit à forte valeur ajoutée, dédié à la fabrication de revêtements de sols et muraux, de cuirs synthétiques, de mastics pour l'automobile et le bâtiment, de jouets, de gants, etc.

L'unité MSP a une capacité de fabrication autorisée de 75 000 t/an.

Le site comprend également :

- des installations de stockage de matières premières et de produits finis,
- un atelier de conditionnement,
- une unité de production d'eau déminéralisée,
- une installation de prétraitement des effluents aqueux,
- un laboratoire d'application plastique.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Politique de prévention des accidents majeurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	30 jours
3	Gestion des entreprises extérieures	Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17.1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Permis de travail / permis de feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	30 jours
6	Formation sur les risques des installations	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
9	Retour d'expérience (analyse de risques)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
12	Conséquences environnementales	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective Prescriptions complémentaires	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/06/2004, article 4	Sans objet
5	Exercices POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Liste sous-traitants	Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17.1	Sans objet
8	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 26/02/2024, article R.512-69	Sans objet
10	Retour d'expérience (actions correctives)	Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17	Sans objet
11	Zonage ATEX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté principalement sur l'organisation de l'exploitant mise en place pour la sécurité des installations. L'établissement étant classé sous le régime Seveso seuil bas, il ne relève pas des dispositions relatives au "système de gestion de la sécurité" de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs. Néanmoins, les arrêtés préfectoraux encadrant l'exploitation sur l'établissement comprennent des prescriptions qui concourent aux mêmes objectifs, notamment en matière de maîtrise des procédés, gestion des entreprises extérieures, formation.

A l'issue de l'inspection, il apparaît que l'organisation mise en place par l'exploitant répond aux prescriptions réglementaires. Toutefois, le jour de l'accident, des manquements aux règles ont été observés.

L'accident a généré l'envoi à l'atmosphère d'une quantité de chlorure de vinyle (substance cancérigène, mutagène et reprotoxique) estimée à 18 tonnes. Cette quantité correspond approximativement aux émissions de 6 mois d'exploitation normale. Bien que l'étude de risque sanitaire fournie par l'exploitant conclue en une non atteinte des seuils de toxicité pour cette substance au voisinage du site, ce rejet, de par le caractère de la substance et de par sa quantité, constitue une dégradation de la qualité de l'air.

Des mesures correctives sont donc attendues pour prévenir ce type d'accident à l'avenir. Un arrêté préfectoral de mesures complémentaires pourra être proposé en ce sens en fonction des réponses transmises par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Politique de prévention des accidents majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, PPAM
Prescription contrôlée : La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>La politique de prévention des accidents majeurs n'est pas formalisée dans un document. Il existe néanmoins une politique globale déclinée sur le site de Saint-Auban qui inclut des objectifs en matière de "sécurité des procédés / sûreté". Le Plan d'Opération Interne (POI), commun aux différents exploitants de la plateforme de Saint-Auban, comprend des éléments relatifs à l'organisation pour l'atteinte des objectifs de sécurité, notamment sur les volets "moyens" et "formation et entraînement".</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de 30 jours un document formalisant la politique de prévention des accidents majeurs pour l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 2 : Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2004, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes d'exploitation comporteront explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle de cette prescription est effectué spécifiquement sur l'opération à l'origine de l'incident du 25 janvier 2024, à savoir la visite périodique du réacteur de polymérisation K6230. Cette visite est planifiée tous les mois pour l'ensemble des réacteurs de polymérisation. Elle dure en général une journée, avec le démontage du réacteur le matin, la réalisation des différentes actions prévues par le contremaître, le remontage dans l'après-midi, et enfin la remise en service le soir.</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection un document (référéncé "Visite périodique K6230" en date du 24/01/2024) recensant les actions à effectuer, comprenant le retrait du doigt de gant à l'origine de l'incident. L'exploitant dispose par ailleurs d'une GMAO (SAP) dans laquelle une gamme d'intervention a été créée spécifiquement pour ce type de visite. L'autorisation de travail correspondante est générée depuis la GMAO de l'exploitant. Pour l'opération visée, l'exploitant a présenté l'autorisation (réf : OT4639023). Les actions à réaliser sont reprises dans la partie "2.1- Description de l'intervention".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 171
Thème(s) : Risques accidentels, Sous-traitance
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place une organisation visant à gérer et suivre le comportement des paramètres et équipements importants pour la sécurité (...). Cette organisation met en œuvre un ensemble d'actions planifiées et systématiques, fondées sur des procédures écrites mises à jour et donnant lieu à l'établissement de documents archivés. Cette organisation comprendra : (...)</p> <p>b- les modalités d'intervention pour maintenance et entretien, y compris la qualification nécessaire pour intervenir (personnel de l'entreprise ou sous-traitant) ; (...) Les documents précités sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
Constats : <p>Le contrôle de cette prescription vise plus spécifiquement les procédures mises en place par l'exploitant pour le choix et la gestion des entreprises extérieures. Lors de l'inspection, l'organisation mise en place par l'exploitant a été déclinée avec l'exemple de l'entreprise sous-traitante Clemessy (principal sous-traitant de Kem One) qui dispose d'un contrat de maintenance à l'année.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de document formalisé comprenant les critères de décision conduisant à sous traiter les opérations d'entretien et de maintenance. Il considère que pour les travaux de type montage, soudure, il est préférable de les confier à une entreprise spécialisée, afin d'assurer un bon niveau de compétence.</p> <p>L'exploitant a défini des critères spécifiques pour le choix des sous-traitants intervenant sur le site. Seules les entreprises certifiées MASE ou équivalent peuvent intervenir sur site, ces conditions étant reprises dans une procédure (R HSE-10a). Par ailleurs, les intervenants doivent disposer a minima des formations GIES (sécurité sur sites chimiques et industriels) et ATEX 0 (circuler et travailler en zone ATEX). Selon le type de travaux, l'exploitant peut également exiger d'autres formations (exemple : GTIS pour les opérations de jointage).</p> <p>Des plans de prévention doivent être formalisés avec toutes les entreprises amenées à intervenir sur site, ils comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none">- un PGEE (Prescriptions Générales pour les Entreprises Extérieures), document regroupant les risques spécifiques à l'ensemble de Kem One,- un PSE comprenant les risques spécifiques à l'activité de l'entreprise sous-traitante. <p>Pour Clemessy, les PGEE et PSE sont annuels.</p> <p>Les autorisations de travail sont directement émises depuis la GMAO. Elles font ensuite l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un lancement : opération menée conjointement avec l'exploitant et un opérateur disposant a minima d'une formation GIES niveau 2, durant laquelle une analyse de risques est réalisée,- d'une mise au travail imposée pour les entreprises au contrat (sous-traitants non annualisés) ou pour les entreprises qui interviennent sur des risques spécifiques, celle-ci est une exigence du PGEE. Le personnel de Kem One n'est pas présent lors de cette mise au travail. Elle permet à l'entreprise sous-traitante de présenter aux intervenants les spécificités du chantier et les risques inhérents. Spécifiquement, pour le sous-traitant Clemessy, la bonne réalisation de la mise au travail fait l'objet de contrôles conjoints entre l'exploitant et le responsable HSE du sous-traitant (à demeure sur la plateforme), à fréquence hebdomadaire.

Des contrôles réguliers sont effectués par l'exploitant afin de vérifier les autorisations de travail des sous-traitants. Un préventeur de terrain est en charge de ces contrôles.

A la fin des travaux, le sous-traitant repasse en salle de contrôle pour clôturer l'autorisation de travail. La vérification physique des travaux effectués par Kem One n'est pas systématique. Elle est effectuée uniquement si une réception technique est exigée.

La sous-traitance en cascade est autorisée jusqu'à deux niveaux. Dans ces cas, l'entreprise de dernier niveau dispose de sa propre autorisation de travail. Les sous-traitants de second niveau doivent également répondre aux exigences définies par Kem One (certification MASE par exemple).

L'exploitant dispose d'une procédure de gestion des travaux (document présenté, référencé "Procédure sécurité travaux M1 015") encadrant les opérations pouvant être réalisées sur site.

Lors de la visite de terrain, les entreprises sous-traitantes présentes ont été contrôlées, il s'agissait des entreprises suivantes :

- SODI,
- SNEF,
- SAIT,
- Demosten,
- Clemesy.

Pour les entreprises SODI (nettoyage), SNEF (traçage), SAIT (pose / dépose d'échaffaudage), Demosten (mise en place d'une toiture), les autorisations de travail sont annualisées (ARIR : Analyse des Risques pour Intervention Répétitive). Les documents ont été contrôlés lors de la visite. Les entreprises disposaient bien des mesures de prévention et de protection prévues. Il est toutefois à noter que l'opérateur de la société SNEF porte un détecteur de chlorure de vinyle sous sa veste de travail. Pour les opérations réalisées par ces 4 entreprises, les "mises au travail" n'ont pas été réalisées, cela est justifié par le fait que pour les travaux effectués par les sociétés SODI, SAIT, Demosten, il n'y a pas de risque spécifique et les entreprises sont annualisées. Pour le traçage effectué par la société SNEF, il n'y a pas eu de "mise au travail" car l'opérateur intervient seul.

Pour la société Clemessy, l'autorisation de travail a également été contrôlée. Le sous-traitant dispose bien des moyens de prévention et de protection prévus. La "mise au travail" n'avait pas été effectuée lors du contrôle, néanmoins, l'opérateur sous-traitant questionné disposait d'un exemplaire vierge de "mise au travail", ce qui laisse supposer une réalisation dans la foulée.

Pour l'ensemble de ces sociétés sous-traitantes, l'existence et la validité des plans de prévention ont été contrôlées lors de l'inspection : les documents sont bien à jour.

Enfin, il a été contrôlé que l'opérateur de la société SAIT disposait bien des formations GIES et ATEX 0 comme requis dans la procédure de l'exploitant. Les justificatifs ont bien été présentés par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une vigilance doit être portée sur le bon port des équipements de protection individuelle par les entreprises sous-traitantes.

Il est également demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de 30 jours les justificatifs de formation GIES et ATEX 0 des deux intérimaires présents lors de l'accident du 25/01/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Permis de travail / permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de travail / permis de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; -l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; -lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les permis de feu s'articulent avec les autorisations de travail, ils sont une annexe de celles-ci. Ils mentionnent notamment la nature des travaux, la nécessité de mise en place de matériel spécifique, ou encore la nécessité de surveillance après la fin des travaux (Kem One l'exige pendant une durée de 2 heures pour des opérations avec usage de feu nu)</p> <p>Pour l'opération de visite périodique du réacteur de polymérisation, le permis feu renseigné exige la mise en place d'une balise de détection de gaz explosifs (les balises sont disponibles chez les pompiers d'Arkema). Elle n'a pas été installée le jour de l'incident, les explosimètres fixes ont néanmoins pu détecter la fuite de CVM.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un plan d'actions visant à assurer le respect de la mise en place des mesures de protection préconisées dans les autorisations de travail et/ou les permis feu doit être transmis sous un délai de 30 jours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Exercices POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023. Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Le point de contrôle porte plus spécifiquement sur l'intégration des entreprises sous-traitantes dans la maîtrise des procédures d'urgence. Les intervenants des entreprises sous-traitantes participent aux exercices POI lorsqu'ils sont joués en réel. Quel que soit le niveau d'alerte, le personnel des entreprises sous-traitantes doit rejoindre le point de rassemblement. La localisation du point de rassemblement est précisée dans le PGEE. Elle est également rappelée lors de l'accueil de sécurité pour les entreprises extérieures : cet accueil est organisé les lundis et mercredis, à l'issue de celui-ci les intervenants disposent d'un badge et peuvent circuler sur la plateforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Formation sur les risques des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation entreprises extérieures
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Constats : Les intervenants doivent disposer a minima des formations GIES (sécurité sur sites chimiques et industriels) et ATEX 0 (circuler et travailler en zone ATEX). Selon le type de travaux, l'exploitant peut également exiger d'autres formations (exemple : GTIS pour les opérations de jointage). La validité de la formation GIES est vérifiée au niveau du poste de garde. Concernant le personnel intérimaire employé par un sous-traitant, la certification MASE impose a minima une présentation du PGEE et sa signature. Le personnel intérimaire doit assister par ailleurs à la mise au travail décrite au point de contrôle portant sur la gestion des entreprises extérieures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de 30 jours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les justificatifs de présentation du PGEE par la société Clemessy aux intérimaires qui sont intervenus sur le réacteur K6230 lors de l'incident du 25 janvier 2024, - les justificatifs de suivis des formations GIES et ATEX 0 pour ces mêmes personnes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Liste sous-traitants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sous-traitance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une organisation visant à gérer et suivre le comportement des paramètres et équipements importants pour la sécurité (...).</p> <p>Cette organisation met en œuvre un ensemble d'actions planifiées et systématiques, fondées sur des procédures écrites mises à jour et donnant lieu à l'établissement de documents archivés.</p> <p>Cette organisation comprendra : (...)</p> <p>b- les modalités d'intervention pour maintenance et entretien, y compris la qualification nécessaire pour intervenir (personnel de l'entreprise ou sous-traitant) ; (...)</p> <p>Les documents précités sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point de contrôle porte plus spécifiquement sur la tenue d'une liste de sous-traitants intervenant sur site. L'exploitant dispose bien d'une liste des sous-traitants autorisés à travailler sur le site (tableur présenté référencé "Suivi PDP 2023 2024"). Ce fichier est partagé avec le poste de garde qui refuse l'accès à toute personne ne figurant pas dans la liste. L'intervenant d'une entreprise sous-traitante, s'il est autorisé dans le fichier, peut rentrer sur le site. Il doit ensuite se rendre en salle de contrôle, déposer son badge et disposer de son autorisation de travail pour se rendre sur les installations. Les entreprises extérieures rencontrées lors de la visite de terrain sont bien recensées dans la liste tenue à jour par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/02/2024, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident/accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances</p>

dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Un rapport d'accident a été transmis à l'inspection des installations classées. Les circonstances et les causes ont été développées : un arbre des causes et une fiche de notification reprennent le contexte, les causes directes et les causes profondes ayant conduit à l'accident. La fiche de notification précise également les substances dangereuses en cause (en l'occurrence le chlorure de vinyle monomère), les effets sur les personnes (2 intérimaires choqués), et les conséquences sur l'environnement (envoi de 18 tonnes de CVM à l'atmosphère). Les mesures d'urgence ont consisté en l'activation du poste de commandement de la plateforme (déclenchement du POI), le déploiement de pompiers pour former un rideau d'eau à l'aide de moyens fixes (lances monitors) et des moyens mobiles. L'exploitant prévoit les actions correctives suivantes : la mise en place de barrières physiques sur les piquages des réacteurs de fabrication de semences et de polymérisation, la mise en place de signaux lumineux au niveau des réacteurs en fonctionnement, l'ajout d'une sécurité instrumentée sur les trous d'homme, la mise en place d'un balisage de chantier et le repérage physique des équipements à déposer, le renforcement de l'obligation de mise au travail avant chaque début d'intervention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Retour d'expérience (analyse de risques)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Analyse de risques

Prescription contrôlée :

L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.

Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.

<p>Constats :</p> <p>Le point de contrôle porte plus spécifiquement sur la cohérence de l'étude de dangers au regard de l'accident. Une révision de l'étude de dangers du site pourrait être envisagée selon le retour d'expérience effectué par l'exploitant, notamment si de nouveaux scénarii d'accidents majeurs étaient mis en avant.</p> <p>Le scénario de perte de confinement d'un réacteur de polymérisation au niveau de la sonde de température n'est pas développé dans les études de dangers. Néanmoins, le scénario de perte de confinement par rupture de la ligne de vidange qui apparaît dans l'étude est majorant. Lors de l'accident, le scénario redouté était celui de l'explosion d'un nuage de gaz inflammable (au sein de l'atelier ou nuage dispersé à l'extérieur de l'atelier), celui-ci figure bien dans l'étude de dangers. L'exploitant n'envisage pas de nouveau scénario au vu du retour d'expérience suite à l'accident (pas d'impact hors site, pas d'effets dominos).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant sous un délai de 30 jours de transmettre une mise à jour de l'analyse des risques suite à l'accident du 25/01/2024. Il est attendu que l'exploitant mette à jour l'analyse de risque existante, notamment sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - causes de perte de confinement de CVM, - probabilité d'occurrence, - évaluation de l'étendue et de la gravité des conséquences, justifiée par les mesures de concentrations en CVM réalisées lors de l'accident.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 10 : Retour d'expérience (actions correctives)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/1995, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Retour d'expérience</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>17.2 Retour d'expérience</p> <p>Nonobstant les dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977, l'exploitant établira un rapport d'analyses des incidents et accidents d'exploitation survenus sur cette installation. Ce rapport sera assorti des enseignements tirés ou des actions programmées pour remédier à ces incidents et accidents. Il sera transmis à l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>17.3 Formation</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants sur l'unité, y compris le personnel intérimaire disposent d'une formation appropriée.</p>
<p>Constats :</p>

Le point de contrôle porte plus spécifiquement sur les actions correctives mises en œuvre par l'exploitant. La transmission du rapport d'analyse a été effectuée (cf point de contrôle correspondant).

Suite à l'accident, des réunions internes (directeur d'établissement, équipes d'exploitation, de maintenance et HSE) ainsi que des réunions avec l'entreprise sous-traitante impliquée dans l'accident ont été organisées afin de déterminer les mesures à mettre en œuvre pour éviter un nouvel événement de ce type. L'accident a aussi fait l'objet d'une présentation au personnel de Kem One en présentiel, ainsi qu'aux différents prestataires dès le lendemain. Il a également été diffusé au siège de Kem One France. Par ailleurs, l'accident a fait l'objet d'une présentation lors de la réunion mensuelle du réseau HSE de Kem One France.

Les actions correctives prévues par Kem One sont notamment les suivantes :

- mise en place d'un système de verrouillage de bride avec un cadenas pouvant être retiré uniquement par le personnel Kem One,
- mise en place d'une signalisation lumineuse afin d'informer sur une réaction en cours,
- mise en place d'un système de verrouillage de trous d'homme.

Ces actions sont en test et/ou phase de discussion et doivent faire l'objet d'une validation par le directeur de l'établissement.

La société sous-traitante a également prévu des mesures correctives, avec notamment :

- l'obligation de balisage (rubalise) pour matérialiser le lieu d'intervention,
- des actions de sensibilisation, pour celles-ci les attestations de formation seront transmises à Kem One,
- la nomination d'un nouveau responsable de contrat.

Enfin, le siège de Kem One France pourra imposer d'autres actions à l'établissement de Saint-Auban (voire à l'ensemble des établissements en France) après son analyse de l'accident.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Risques accidentels, Zonage ATEX

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Constats :

Le point de contrôle porte sur la conformité à la réglementation ATEX de la sonde de température impliquée lors de l'accident du 25/01/2024. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté en salle la documentation relative à cette sonde. Sur le document, il apparaît que la sonde est de catégorie 1 et qu'elle est donc conforme aux prescriptions techniques liées à un risque de type "permanent" pour des émissions de type gaz / vapeur (ce qui est conservatif). Lors de la visite de terrain, le marquage de la sonde a été vérifié afin d'établir qu'il s'agissait bien de la sonde présentée en salle.

Par ailleurs, un rapport de conformité ATEX est en cours de réalisation par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de conformité ATEX de ses installations sous un délai de 30 jours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Conséquences environnementales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Conséquences environnementales
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.
Constats : L'accident du 25/01/2024 a entraîné des conséquences environnementales. Concernant les émissions dans l'eau, l'accident a entraîné le rejet d'effluents (latex, eaux utilisées par les pompiers pour abattre la concentration en CVM) contenus dans la cuvette de rétention formée par l'atelier. Tout le contenu de la cuvette a été pompé, envoyé vers un réservoir de stockage avant renvoi vers le procédé normal. Il n'y a pas eu d'incidence sur les émissions aqueuses en sortie de site (point 19). Concernant les émissions dans l'air, l'accident a conduit à un envoi de CVM à l'atmosphère estimé à 18 tonnes. Une étude de risque sanitaire a été transmise par l'exploitant : celle-ci conclue en la non atteinte de la valeur toxicologique de référence aiguë au voisinage du site. Néanmoins, cette émission en CVM représente à elle seule environ 6 mois de fonctionnement normal des installations. Le CVM étant de surcroît une substance cancérigène, mutagène, reprotoxique de catégorie 1, il apparaît que le rejet lié à l'accident constitue une dégradation substantielle de la qualité de l'air. En conséquence, l'exploitation des installations n'a pas été conforme aux dispositions de l'article 47 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. Un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires pourra être proposé, en fonction notamment des réponses attendues concernant les actions correctives retenues par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de 30 jours les actions correctives finalement retenues et leur délai de mise en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 30 jours